

L'affaire Dreyfus est un conflit social et politique majeur de la Troisième République survenu à la fin du XX^e siècle, autour de l'accusation de trahison faite au capitaine Alfred Dreyfus qui est finalement innocenté. Elle a bouleversé la société française pendant douze ans, de 1894 à 1906, la divisant profondément et durablement en deux camps opposés, les « dreyfusards » partisans de l'innocence de Dreyfus, et les « antidreyfusards » partisans de sa culpabilité.

La condamnation fin 1894 du capitaine Dreyfus — pour avoir prétendument livré des documents secrets français à l'Empire allemand — était une erreur voire un complot judiciaire sur fond d'espionnage, dans un contexte social particulièrement propice à l'antisémitisme et à la haine de l'Empire allemand à la suite de son annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine en 1871. L'affaire rencontre au départ un écho limité, avant qu'en 1898 l'acquittement du véritable coupable et la publication d'un pamphlet dreyfusard par Émile Zola, *J'accuse...!* provoquent une succession de crises politiques et sociales. À son paroxysme en 1899, l'affaire révéla les clivages de la France de la Troisième République, où l'opposition entre les camps dreyfusard et antidreyfusard suscita de très violentes polémiques nationalistes et antisémites, diffusées par une presse influente. Elle s'acheva en 1906, par un arrêt de la Cour de cassation qui innocentait et réhabilita définitivement Dreyfus.



Cette affaire est souvent considérée comme le symbole moderne et universel de l'iniquité au nom de la raison d'État, et reste l'un des exemples les plus marquants d'une erreur judiciaire difficilement réparée, avec un rôle majeur joué par la presse et l'opinion publique.